

LE PRADET



23-ARR-PM-PERM-039

**ARRÊTÉ****REGLEMENTANT LA VENTE DU MUGUET SUR LA COMMUNE DE LE PRADET**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Conseiller Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

**VU** le Code de Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 511-1 à L511-5

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 R 644-2, 225-12-8/9/10, 446-1

**VU** le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2122-1-1/2/3/4

**VU** le Code de la voirie routière, et notamment l'article R. 116-2,

**VU** le du Code du Commerce et notamment ses articles L 310-2 et L 442-8, L 442-11

**VU** le Code General des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3,

**VU** la loi 96-603 du 5 juillet 1996, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat,

**VU** le Décret 60-202 du 19 février 1960 tendant à réprimer la vente dite « à la sauvette »,

**VU** les recommandations de la Chambre Syndicale des fleuristes,

**Considérant** le principe de la liberté du commerce et de l'industrie et l'interdiction par l'article L. 442-11 du Code de commerce de pratiquer de la vente de produits en utilisant irrégulièrement le domaine public,

**Considérant** que les vendeurs à la sauvette de muguets sont susceptibles d'engendrer une concurrence déloyale avec les commerçants Pradétans.

**Considérant** que, conformément à la police des lieux, nul ne peut sans autorisation préalable délivrée par la Commune du Pradet et d'une façon non conforme à la destination du domaine public routier et ses dépendances, occuper tout ou partie de ce domaine public routier ou de ses dépendances ou y effectuer des dépôts,

**Considérant** l'obligation faite au maire de garantir la liberté d'aller et de venir des administrés, d'assurer la commodité du passage dans les rues quais, places et autres dépendances domaniales, pour maintenir le bon ordre dans l'espace public et garantir la quiétude des personnes fréquentant les gares et leurs alentours,

**Considérant** qu'il appartient au maire de veiller au respect de l'usage conforme à leur destination des voies publiques et de veiller à tous actes de nature à compromettre la tranquillité, l'hygiène et la salubrité publiques,

**ARRÊTONS**

**Article 1 :** L'arrêté municipal numéro 19 ARR PM PERM 178 en date du 13 décembre 2019 est abrogé et remplacé par ce dernier

**Article 2 :** Sur le territoire de la Ville de Le Pradet, et notamment les 31 avril et le 1<sup>er</sup> mai, la vente du muguet sur les espaces publics ne sera permise que pour les personnels bénéficiant d'une autorisation préalable qui devra être sollicitée auprès des services municipaux avant le 25 avril de chaque année.

**Article 3 :** Dans le cadre de l'autorisation à solliciter à l'article 2, seuls les professionnels fleuristes se verront autorisés à vendre des plantes en pot ou des compositions florales. Les autres autorisations individuelles au bénéfice, notamment des simples particuliers, ne porteront que pour la vente de muguet en brin.

**Article 4 :** Les professionnels fleuristes en activité sur le territoire du Pradet sont exonérés de la demande formalisée préalable portée à l'article 2. Ils prendront toutefois attaches avec les services municipaux pour que leurs soient précises les espaces qui leurs seront individuellement concédés.

**Article 5 :** Les vendeurs occasionnels seront tolérés, les jours du 1<sup>er</sup> mai à condition de ne pas se trouver à proximité d'un fleuriste (+ de 300 mètres) et de ne pas utiliser de table ni de tréteaux. Le muguet ne doit pas être particulièrement emballé : pas de pot, de petit panier ni de poterie, juste les brins en l'état. Les brins de muguet ne doivent pas être accompagnés d'autres fleurs, et la vente doit se limiter à de petites quantités.

**Article 6 :** Tout contrevenant aux présentes dispositions en situation de vente sur le domaine public sans autorisation municipale préalable sera verbalisé par les services de la Police.

**Article 7 :** Les services de la Police Municipale et Nationale sont chargés d'assurer le bon fonctionnement des mesures prises.

**Article 8 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale

**Article 9 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire Chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

<b>CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE</b>
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b>
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.